

## Tableau extrait de l'étude comparative des dispositifs d'encadrement du lobbying

Ce tableau est extrait de l'étude comparative des dispositifs d'encadrement du lobbying à travers le monde publiée par la Haute Autorité en octobre 2020. Y figurent les membres du Réseau des registres européens du lobbying, à savoir l'Autriche, la Catalogne, l'Écosse, la France, l'Irlande, la Lituanie, le Royaume-Uni, la Slovénie et l'Union européenne, ainsi que le Canada et les États-Unis qui font état de bonnes pratiques en la matière. À noter que le terme « lobbying » est employé dans ce tableau à la place de « représentation d'intérêts » dans un souci de cohérence au regard du vocabulaire utilisé dans chaque pays.

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"	Nombre de lobbyistes inscrits	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
<b>Autriche</b>	2013	Ministère de la Justice	Toutes les activités par lesquelles une influence directe est exercée sur le législateur ou l'administration par le biais de contacts structurés et organisés	Toutes les sociétés, institutions et associations faisant valoir les intérêts individuels de personnes ou de sociétés, ou les intérêts collectifs de plusieurs personnes ou sociétés, auprès des autorités publiques	364	Objet et montant des dépenses des activités de lobbying	Annuelle	Sanctions administratives jusqu'à 60 000 EUR  Radiation du registre	Non spécifié	lobbyreg.justiz.gv.at
<b>Canada</b>	1989, 1995, 2003, 2008	Commissariat au Lobbying	Toute communication ou demande d'entrevue avec le « titulaire d'une charge publique » au sujet de certaines politiques publiques	Lobbyiste-conseil et lobbyiste-salarié qui agissent à titre rémunéré	4 762	Identité des responsables publics contactés ;  institution publique visée ;  données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying ;  objet et objectif des activités de lobbying ;  type de décision publique visée.	Ré-inscription tous les six mois  Si contact avec un responsable public, rapport mensuel de communication	Amende (jusqu'à 200 000 CAD)  Peine de prison maximale de deux ans  Interdiction d'exercer du lobbying pendant deux ans	Évaluations préliminaires  Enquêtes : peut assigner et assurer la présence d'un individu, et obliger à produire des documents  Si infraction à la loi ou au code, en avise un agent de la paix compétent  16 rapports d'enquête depuis 2011	lobbycanada.gc.ca
<b>Catalogne</b>	2014, 2016, 2017	Département de la Justice de la Généralité de Catalogne et Direction générale du droit et des entités juridiques	Toutes les activités menées dans le but d'influencer directement ou indirectement les processus de préparation ou d'application des politiques et la prise de décisions, quels que soient les voies ou les moyens utilisés	Personne physique ou personne morale de droit privé qui effectue des actions de participation active aux politiques publiques ou aux processus décisionnels en Catalogne dans le but d'influencer l'orientation de ces politiques en faveur de leurs intérêts ou de ceux des tiers, ou de l'intérêt général	3 633	Identité des clients à l'initiative des activités de lobbying ; montant des dépenses, type et objet des activités de lobbying	En fonction du code de conduite de chaque organisation	Suspension temporaire de l'inscription au registre. En cas de manquement grave, radiation du registre	Non spécifié	justicia.gencat.cat
<b>Écosse</b>	2016	Parlement écossais	Communication avec un membre du Parlement écossais, un membre du gouvernement écossais, un ministre écossais subalterne, un conseiller spécial ou le secrétaire permanent	Toute personne ou organisation qui s'engage dans une communication en face-à-face avec un responsable public défini si elle discute de fonctions gouvernementales ou parlementaires et agit à titre rémunéré	1 283	Identité des responsables publics contactés ; identité des clients à l'initiative des activités de lobbying ; type et objet des activités de lobbying	Tous les six mois	Rapport au Parlement	Le greffier du registre peut émettre des avis pour demander des renseignements	lobbying.scot

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"		Nombre de lobbyistes inscrits	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
<b>États-Unis</b>	1946, 1995, 2007	Bureau de la chambre des représentants  Bureau du Sénat	Toute communication orale, écrite ou électronique adressée à certains responsables publics définis concernant une politique publique	Toute personne employée par un client pour une compensation financière dont les services comprennent plus d'un contact de lobbying et dont les activités de lobbying représentent plus de 20 % de son temps ; ou tout lobbyiste salarié		11 524	Insitution publique visée ; données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying ; type de décision publique visée ; montant des dépenses, type et objet des activités de lobbying	Trimestrielle	Amende (entre 50 000 USD et 200 000 USD)  Peine de prison maximale de cinq ans	4 220 cas d'infractions potentielles au <i>Lobbying Disclosure Act</i> transmis au procureur entre 2009 et 2019	<a href="https://disclosurespreview.house.gov">disclosurespreview.house.gov</a>
<b>France</b>	2016	Haute Autorité pour la transparence de la vie publique	Toute communication à l'initiative du représentant d'intérêts auprès de certains responsables publics au sujet de certaines décisions publiques en vue d'influencer ces décisions	Personne physique dans le cadre d'une activité professionnelle, ou personne morale dont un dirigeant, un employé ou un membre exerce des actions de représentation d'intérêts comme activité principale ou régulière.		2 301	Type de responsable public contacté ; montant des dépenses, type et objet de la représentation d'intérêts ; type de décision publique visée ; lien avec des organisations professionnelles	Annuelle	Amende (15 000 EUR)  Peine de prison maximale d'un an	Pouvoir de contrôle sur pièces et sur place, sans que le secret professionnel ne puisse lui être opposé  50 contrôles menés en 2020.	<a href="https://www.hatvp.fr">hatvp.fr</a>
<b>Irlande</b>	2015	Commission pour les standards de la fonction publique (SIPO)	Toute communication avec un agent public désigné qui porte sur une "question pertinente"	Personne morale avec au moins 10 employés effectuant des activités de lobbying ; ou tout lobbyiste professionnel rémunéré pour communiquer au nom d'un client		2 146	Identité des responsables publics contactés ; données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying ; type, objet et objectif des activités de lobbying	Tous les quatre mois	Pénalité automatique (200 EUR) pour l'envoi de déclarations en retard  Amende maximale de 25 000 EUR  Peine de prison maximale de deux ans	Peut obliger toute personne à fournir des informations et produire des documents  Peut pénétrer et fouiller des locaux, inspecter et prendre des copies de tout document  En 2019, 10 enquêtes pour défaut de déclaration d'activités ou d'inscription	<a href="https://www.lobbying.ie">lobbying.ie</a>
<b>Lituanie</b>	2001, 2017, 2020	Commission officielle d'éthique en chef	Action menée par une personne physique dans le but d'exercer une influence sur des responsables publics définis, dans l'intérêt d'un client, pour l'adoption ou l'annulation d'actes législatifs ou de décisions administratives	Personne physique exerçant des activités de lobbying pour le compte de clients. Exclut les lobbyistes salariés et les organisations à but non lucratif		189	Identité des responsables publics contactés ; identité des clients à l'initiative des activités de lobbying ; objet des activités de lobbying ; institution publique visée ; type de décision publique visée	Dans les sept jours suivant l'activité de lobbying	Suspension du registre (et donc des droits d'accès aux réunions et consultations que l'appartenance au registre conditionne)	Pouvoir de contrôle sur pièces et sur place, sans que le secret professionnel ne puisse lui être opposé	<a href="https://www.skaidris.vtek.lt">skaidris.vtek.lt</a>

Zone géographique	Date et modifications de la loi sur le lobbying	Structure en charge du registre	Définition de "Activité de lobbying"	Définition de "Lobbyiste"		Nombre de lobbyistes inscrits	Contenu des déclarations	Fréquence des déclarations	Sanctions pour manquement aux obligations déclaratives ou déontologiques	Moyens de contrôle	Lien vers le registre
Royaume-Uni	2014	Registre des lobbyistes-consultants	Toute communication orale, écrite ou électronique faite directement à un ministre de la Couronne, un secrétaire permanent (ou des équivalents) actuellement en poste, appelés « représentants du gouvernement », en vue d'influencer la décision publique	Le registre statutaire ne couvre que les lobbyistes-conseils ("consultant lobbyists") représentant des clients tiers. Il s'agit d'une petite proportion du nombre total de personnes qui travaillent comme lobbyistes.		173	Identité des clients à l'initiative des activités de lobbying	Tous les quatre mois	Amende (jusqu'à 8 500 EUR)	Non spécifié	registeroflobbyists.force.com
Slovénie	2010, 2011	Commission pour la prévention de la corruption de la République de Slovénie	Tout contact non public établi entre une personne physique et un responsable public défini dans le but d'influencer le contenu ou la procédure d'adoption de décisions publiques	Toute personne engagée dans des activités de lobbying		81	Identité des responsables publics contactés ; données sur les clients à l'initiative des activités de lobbying ; montant des dépenses, type, objet et objectif des activités de lobbying	Annuelle	Avertissement écrit Interdiction d'exercer des activités de lobbying pendant une période définie ou sur un sujet précis Suspension définitive du registre Amendes entre 400 et 100 000 EUR	Non spécifié	kpk-rs.si
Union européenne	2011, 2014, 2020	Secrétariat commun du registre de transparence	Toutes les activités menées dans le but d'influencer les politiques et les processus de décision des instruments de l'Union	Toutes les organisations et personnes agissant en qualité d'indépendants, quel que soit leur statut juridique, exerçant des activités de lobbying		12 506	Montant des dépenses et objet des activités de lobbying; lien avec des organisations professionnelles; noms des personnes accréditées au Parlement européen; liste des rendez-vous avec la Commission européenne	Annuelle	Suspension du registre pour une durée de un à deux ans	Contrôles de qualité des déclarations. 4 enquêtes de la propre initiative du Secrétariat en 2019	ec.europa.eu